

p. B. 25. 41. A. f. Ind. *Discours du Ministre Zehnacker*
 C. 41. Ind. A. f. 111. 0 *M. de Stutz vu ff*
 10.1 *8* *aa*

Discours prononcé par M. H a v e n g a , Ministre
des finances de l'Afrique du Sud, à l'occasion du
déjeuner offert par le Conseil fédéral, le 7 janvier 1952,
à l'Hôtel de Watteville.

M. Havenga remercie tout d'abord le Gouvernement suisse et les personnalités présentes pour l'hospitalité qui a été accordée, à lui-même et à ses collaborateurs, à l'occasion de leur passage en Suisse. Le but de cette mission était la discussion d'un emprunt auprès des trois grandes banques suisses et les négociations qui ont eu lieu dimanche à Zurich ont pu aboutir à un accord de principe. M. Havenga est satisfait de ce que le Gouvernement suisse favorise cette transaction. Un tel accord, dit-il, doit être considéré comme important dans l'histoire des relations entre nos deux pays. L'Afrique du Sud est en train de devenir un territoire important au point de vue économique et l'Europe devra, par la force même des choses, tourner toujours davantage ses regards vers l'Afrique et surtout vers l'Union sudafricaine.

Pour la Suisse, ce pays unique au milieu de l'Europe, il n'y a que l'admiration de la part des Sudafricains qui n'oublieront jamais la sympathie et l'asile que la Suisse a généreusement accordés à quelques-uns d'entre eux il y a environ 50 ans. Il y a pour la Suisse de grandes possibilités de contribuer au développement de l'Afrique du Sud qui a besoin non seulement de capitaux mais encore de travailleurs spécialisés et d'hommes intelligents. La Suisse va donc jouer son rôle en aidant cette minorité de Blancs dont la tâche est particulièrement difficile puisqu'ils ne sont que 2 1/2 millions en face de 18 millions de Noirs.

Certains s'imaginent que le remède à cette situation serait une immigration massive de Blancs en Afrique du Sud. Ceci est faux. Il serait impossible à ce pays d'employer cette main-d'oeuvre qui ferait concurrence à la main-d'oeuvre des Noirs. Cela n'aurait pour effet que d'augmenter le prolétariat et les ouvriers blancs dont le travail ne pourrait être rémunéré à des conditions supérieures à celles accordées aux Noirs, iraient vite grossir le rang des mécontents et des communistes.

Les tâches du Gouvernement sudafricain sont difficiles à cause même d'une expansion presque trop rapide. Cela pose d'énormes problèmes, particulièrement dans le domaine des transports. De nouvelles mines viennent d'être mises en exploitation et produiront bientôt pour plus de 100 millions de livres d'or. Le capital nécessaire à cette exploitation



se chiffre cependant à 60 millions de livres. L'Afrique du Sud aurait besoin dans les quatre prochaines années de 700 millions de livres. L'emprunt de 5 millions que nous venons de conclure n'est donc qu'une contribution très petite à ce capital que les Sudafricains doivent s'efforcer de se procurer à l'aide de leurs propres ressources. Cependant, les nouvelles difficultés qui se présentent - réarmement, impôts, etc. - obligeront les Sudafricains à un effort plus grand encore à l'avenir. Heureusement, l'Afrique du Sud pratique une politique économique solide et saine. M. Havenga qui a été lui-même 20 ans ministre des finances, a été pendant des années un adversaire acharné de ceux qui voulaient à tout prix que son pays abandonne le gold standard. S'il a dû céder à la fin, ce n'est que par la force des choses, mais jamais il n'aurait voulu déprécier la monnaie de son pays. L'Afrique du Sud entend faire honneur à ses obligations. Sur ce point les sentiments sont unanimes, même si les Africains du Sud sont toujours divisés sur d'autres questions.

L'attitude des nationalistes à l'égard des questions raciales est peut-être difficile à comprendre dans un monde où règnent de nouvelles conceptions, plus que libérales, vis-à-vis du problème des Noirs. La question est d'ailleurs faussée par une propagande savante et de mauvaise foi. Il ne faut pas oublier la position très spéciale de l'Afrique du Sud à cet égard. Les Blancs qui ont fondé ce pays, sont en minorité et ont coupé tous les liens avec leurs pays d'origine. Ils se doivent donc de défendre l'Afrique du Sud non seulement pour eux-mêmes, mais également pour les Blancs. Le Gouvernement ne peut donc être d'accord avec la thèse de l'égalité des droits politiques évoquée à l'UNO. Ceci équivaldrait tôt ou tard à la suppression des Blancs en Afrique du Sud. Ce pays ne continue pas moins ses efforts pour éduquer les indigènes et leur procurer des avantages sociaux. En revanche, il reste intransigeant sur la question de l'égalité politique. Cette politique est toujours désignée sous le nom de "ségrégation" et "aparted". Elle a été préconisée par le général Hertzog. D'autre part, l'Afrique du Sud a accordé aux Noirs des territoires où ils sont les maîtres absolus; mais là où les Blancs sont responsables des affaires publiques, le Gouvernement entend maintenir sa position d'une manière très ferme. Il n'y a rien d'immoral dans cette attitude qui n'est que réaliste. En cas de danger, il est certain que le pays retrouverait l'unité dont il a toujours joui en temps de crises et de guerres. Aujourd'hui, l'Afrique du Sud qui a gagné la bataille par son indépendance, estime être aussi libre que la Suisse. Nos enfants doivent être des Sudafricains avant tout et ne pas mettre, comme c'est la tendance de certains Anglais, leur pays d'origine au-dessus de leur véritable patrie. Le maintien de notre pays est dans l'intérêt de tous les Blancs en Europe. C'est

- 3 -

pourquoi nous voulons nous préserver tout en maintenant les principes chrétiens auxquels nous croyons. Ceci est vrai, malgré les assertions de nos adversaires, et avant de juger de notre politique, il convient d'étudier très sérieusement toute la question.

M. Havenga termine en remerciant encore le Gouvernement suisse pour la courtoisie dont il a été l'objet à l'occasion de son court passage en Suisse.
